

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE VAUDREUIL-SOULANGES
MUNICIPALITÉ DE TRÈS-SAINT-RÉDEMPTEUR

**RÈGLEMENT N°170 RELATIF AUX COLPORTEURS ET AUX COMMERÇANTS ITINÉRANTS
REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT SUR LES COLPORTEURS N° 133 (RMH 220)**

ATTENDU QUE le conseil municipal désire remplacer la réglementation concernant les colporteurs et les commerçants itinérants et leurs activités sur son territoire;

ATTENDU QU'un avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance du 9 juin 2009;

EN CONSÉQUENCE,
il est proposé par Mme Élise Dufresne,
appuyé par M. Paul Cozens
et résolu que le présent règlement soit adopté :

PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 “Titre du règlement”

Le présent règlement s'intitule « *Règlement relatif aux colporteurs et aux commerçants itinérants – RMH 220* ».

ARTICLE 2 “Définitions”

Aux fins de ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

1. **Colporteur** : toute personne qui porte elle-même ou transporte avec elle des objets ou marchandises avec l'intention de solliciter ou les vendre en circulant de porte en porte, dans les rues ou dans les endroits publics;
2. **Endroit public** : lieu à caractère public où le public a accès dont les magasins, les lieux de culte, les centres de santé, les institutions scolaires, les centres communautaires, les édifices municipaux ou gouvernementaux, les places publiques, les parcs ou tout autre établissement du genre où des services sont offerts au public;
3. **Officier** : toute personne physique désignée par le conseil municipal et tous les membres de la Sûreté du Québec chargés de l'application de tout ou partie du présent règlement;
4. **Organisme reconnu** : organisme reconnu par résolution du conseil municipal;
Commerçant itinérant : un commerçant qui, en personne ou par représentant, ailleurs qu'à sa place d'affaires :
 - sollicite un consommateur déterminé en vue de conclure un contrat ou;
 - conclut un contrat avec un consommateur.

ARTICLE 3 “Autorisation”

Le conseil municipal autorise, par résolution, tout officier à délivrer, au nom de la municipalité, un constat pour toute infraction aux dispositions du présent règlement.

ARTICLE 4 “Permis”

Nul ne peut colporter ou faire du commerce itinérant dans les limites de la municipalité à moins d’avoir préalablement obtenu, auprès de la municipalité, un permis de colporteur ou de commerçant itinérant.

ARTICLE 5 “Transfert”

Le permis de colporteur ou de commerçant itinérant n’est pas transférable.

ARTICLE 6 “Heures de colportage ou de commerce itinérant”

La personne qui détient un permis de colporteur ou de commerçant itinérant délivré par la municipalité peut uniquement colporter ou faire du commerce itinérant entre 10 h et 19 h.

ARTICLE 7 “Examen”

En tout temps, un colporteur ou un commerçant itinérant doit avoir en sa possession son permis. Il doit l’exhiber à tout officier qui lui en fait la demande.

ARTICLE 8 “Non reconnaissance ou approbation de la municipalité”

Une personne détenant un permis de colporteur, de commerçant itinérant ou pour effectuer de la sollicitation ne peut prétendre que sa compétence, sa solvabilité, sa conduite, ses activités, ses produits ou ses opérations soient ainsi reconnus ou approuvés par la municipalité.

ARTICLE 9 “Amendes”

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais,

- 1^o pour une première infraction, d’une amende d’au moins cent dollars (100 \$) et d’au plus mille dollars (1 000 \$), lorsqu’il s’agit d’une personne physique, et d’au moins deux cents dollars (200 \$) et d’au plus deux mille dollars (2 000 \$) lorsqu’il s’agit d’une personne morale;
- 2^o en cas de récidive, d’une amende d’au moins deux cents dollars (200 \$) et d’au plus deux mille dollars (2 000 \$), lorsqu’il s’agit d’une personne physique, et d’au moins quatre cents dollars (400 \$) et d’au plus quatre mille dollars (4 000 \$), lorsqu’il s’agit d’une personne morale.

ARTICLE 10 “Abrogation de règlements antérieurs”

Le présent règlement abroge le règlement no 133 adopté le 14 juin 2004.

ARTICLE 11 “Remplacement”

Le présent règlement remplace le règlement numéro 133 « *Règlement sur les colporteurs – RMH 220* » adopté le 14 juin 2009.

Le remplacement de l'ancien règlement n'affectera pas les causes pendantes, les procédures intentées et les infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 12 *“Entrée en vigueur”*

Le présent règlement entre en vigueur le 30 septembre 2009.

Passé et adopté par le conseil municipal lors d'une séance régulière, tenue le 11 août 2009 et signé par le maire et la directrice générale.

Jean Lalonde, Maire

Lise Couët, directrice générale